

*Je vous prie de trouver ci-joint, en cette veille de l'examen à l'Assemblée Nationale de la proposition de loi concernant la recherche sur l'embryon, un communiqué de Mgr d'Ornellas, Archevêque de Rennes, travaillant les questions de bioéthique pour la CEF. « Nul n'est une personne sans avoir été d'abord un embryon humain » !
Merci de relayer ce texte.*

Mgr Bernard Podvin
Porte-parole des évêques de France

Communiqué de presse

Rennes, le 9 juillet 2013

Communiqué de presse concernant la recherche sur l'embryon humain et sur les cellules souches embryonnaires

Faut-il avoir peur du débat ? Certainement pas ! Ces derniers mois ont montré à tous à quel point la faute politique est grande de ne pas organiser le débat pour que chacun puisse s'exprimer, écouter et réfléchir, en particulier sur les questions sociétales. **Quand les intelligences se rencontrent pour chercher ensemble la voie la plus juste du progrès, elles se grandissent et reçoivent dans la paix la solution proposée.** Les États Généraux de la bioéthique en 2009 l'ont montré : ils ont permis un vrai « dialogue » entre les composantes de la société.

Ce n'est pas sans raisons, solidement établies, que ce débat de bioéthique s'est conclu en juillet 2011 par le maintien dans la loi du principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon humain et sur les cellules souches embryonnaires.

Certains veulent aujourd'hui que cette recherche soit autorisée, moyennant un encadrement. L'enjeu est majeur : avec l'autorisation, pour la première fois dans notre droit, il serait légal d'utiliser l'être humain ! C'est pourquoi, le législateur de 2011 a pensé nécessaire de mettre dans la loi que tout changement législatif sur la bioéthique devra être précédé d'un débat sous forme d'États Généraux. Le législateur s'est ainsi montré confiant dans le débat organisé pour la société. **Pourquoi cet article de loi ne s'appliquerait-il pas à la recherche sur l'embryon humain ? Pourquoi avoir peur du débat en confinant aujourd'hui l'examen de cette question dans une soirée parlementaire ?**

Consciente des enjeux sociétaux de la bioéthique, l'Église catholique est toujours entrée dans le dialogue. Elle a publié en 2009 ses « propos pour le dialogue » et ses « questions pour un discernement ». Elle souhaite que le choix entre le principe d'interdiction et l'autorisation encadrée à propos de la recherche sur l'embryon humain soit l'objet d'un vrai débat qui conduise sereinement à une solution de progrès. Ce débat ne doit pas être à la remorque d'intérêts particuliers.

Le progrès n'est vrai que si éthique et science sont reliées. La science est nécessaire, avec ses voies de recherche : les cellules iPS, les cellules souches adultes, la « conversion directe » des cellules différenciées. **L'éthique reconnaît que l'embryon humain « doit bénéficier du respect lié à sa qualité », comme le souligne le Comité Consultatif National d'Éthique, car il partage notre humanité : nul n'est une personne sans avoir été d'abord un embryon humain ; nul ne devient humain qui ne l'est pas.**

Le principe d'interdiction de recherche sur l'embryon humain alerte sur l'existence de cet écosystème humain. Ne pas le respecter se retourne toujours, à plus ou moins longue échéance, contre nous. **La science ne peut guider les choix politiques. Ceux-ci doivent discerner comment l'écosystème humain, qui précède l'État, est promu. L'écologie, si nécessaire et urgente, est aussi humaine.**

Mgr Pierre d'Ornellas
Archevêque de Rennes